



Assemblée générale

Distr. générale
16 décembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour 2025

Prévisions budgétaires révisées comme suite à la résolution 79/1 de l'Assemblée générale, intitulée « Le Pacte pour l'avenir »

Quarante-quatrième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2025

I. Introduction et éléments de contexte

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire du rapport du Secrétaire général intitulé « Prévisions budgétaires révisées comme suite à la résolution 79/1 de l'Assemblée générale, intitulée “Le Pacte pour l'avenir” » ([A/79/583](#)). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 5 décembre 2024.

Adoption de la résolution 79/1 de l'Assemblée générale

2. Dans sa résolution [76/307](#) et sa décision 77/568, l'Assemblée générale a demandé à son Président de nommer des cofacilitateurs dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'avenir. Ces cofacilitateurs ont été nommés par le Président à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que des consultations officieuses avaient été menées en 2024 sur l'avant-projet de résolution et ses révisions ultérieures et que les cofacilitateurs avaient demandé au Secrétariat d'indiquer de manière informelle si certains paragraphes auraient des incidences sur le budget-programme. Par ailleurs, le Secrétariat avait publié 11 notes d'orientation assorties de propositions visant à approfondir les idées exposées à l'origine dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre programme commun » ([A/75/982](#)).

3. Le 20 septembre 2024, à l'issue de consultations avec les États Membres, le Président de l'Assemblée générale a déposé devant l'Assemblée le projet de résolution [A/79/L.2](#). Le lendemain, le Secrétariat a fait une déclaration orale dont le texte a été communiqué aux États Membres et dans laquelle il était indiqué que le



projet de résolution aurait des incidences budgétaires au titre de dix paragraphes du Pacte pour l'avenir, de cinq paragraphes du Pacte numérique mondial et d'un paragraphe de la Déclaration sur les générations futures (A/79/583, par. 2, 25 et 61). Lors du Sommet de l'avenir, l'Assemblée a, le 22 septembre 2024, adopté le projet de résolution A/79/L.2, qui est devenu la résolution 79/1.

4. La résolution 79/1 comprend le Pacte pour l'avenir, lequel est composé de cinq chapitres : a) le développement durable et le financement du développement ; b) la paix et la sécurité internationales ; c) les sciences, la technologie et l'innovation et la coopération numérique ; d) les jeunes et les générations futures ; e) transformer la gouvernance mondiale. La résolution est en outre assortie de deux annexes : le Pacte numérique mondial et la Déclaration sur les générations futures.

Prévisions budgétaires révisées

5. Le Secrétaire général indique que les incidences budgétaires de la résolution 79/1 pour 2025 s'élèvent à 8 474 000 dollars, déduction faite des contributions du personnel, soit 5 183 600 dollars qui devront servir à appuyer les mandats énoncés dans le Pacte pour l'avenir et 3 290 400 dollars au titre du Pacte numérique mondial (ibid., résumé).

6. Le montant total de 8 474 000 dollars (déduction faite des contributions du personnel) se décompose par chapitre budgétaire comme suit : 2 691 700 dollars au titre du chapitre 1 (Politiques, direction et coordination d'ensemble) ; 142 800 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) ; 3 447 800 dollars au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) ; 90 000 dollars au titre du chapitre 4 (Désarmement) ; 858 300 dollars au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) ; 781 900 dollars au titre du chapitre 12 (Commerce et développement) ; 453 900 dollars au titre du chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel) ; 7 600 dollars au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)] (ibid.).

7. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les prévisions budgétaires révisées prévoyaient les ressources immédiatement nécessaires à la mise en œuvre de la résolution 79/1 en 2025 et 2026, compte tenu des besoins connus au 5 décembre 2024. Des ressources supplémentaires pourront être nécessaires en 2026 et durant les années suivantes et seront présentées le cas échéant dans les projets de budget-programme dont sera saisie l'Assemblée générale pour les années concernées.

II. Incidences budgétaires du Pacte pour l'avenir

8. Le Secrétaire général indique que, conformément aux paragraphes 34 c), 37 f), 41 c), 42 b), 57 a), 74 a), 76, 78 b), 81 a) et b) et 83 e) de la résolution 79/1, l'Assemblée générale a pris des décisions pour lesquelles il convient d'inscrire des ressources supplémentaires au titre de différents chapitres, qui sont chiffrées à 5 631 200 dollars pour 2025 avant actualisation des coûts, y compris un montant de 447 600 dollars pour les contributions du personnel (6 661 300 dollars pour 2026) (ibid., par. 2 à 12 et tableau 1).

A. Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (chapitre 3)

Vue d'ensemble et justification

9. Pour la mise en œuvre des activités décrites aux paragraphes 37 f), 41 c) et 42 b) de la résolution 79/1, il faudrait prévoir d'inscrire au chapitre 3 (Affaires politiques) un montant supplémentaire de 3 447 800 dollars pour 2025 (5 071 800 dollars pour 2026) (ibid., par. 5 et tableaux 1 et 3).

10. Voulant connaître la justification générale de cette augmentation de ressources et s'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a appris que, dans le Pacte, les États Membres s'étaient dits préoccupés par les menaces croissantes et diverses qui pesaient sur la paix et la sécurité internationales et avaient décidé d'intensifier le recours à la diplomatie et à la médiation pour apaiser les tensions dans les situations susceptibles de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales, notamment en déployant des efforts diplomatiques le plus tôt possible. Ils avaient également demandé instamment au Secrétaire général d'user activement de ses bons offices et de veiller à ce que l'Organisation des Nations Unies ait les moyens nécessaires pour diriger et appuyer les efforts de médiation et de diplomatie préventive. Ils avaient en outre décidé de soutenir le rôle que jouaient les organisations régionales et sous-régionales dans les domaines de la diplomatie, de la médiation et du règlement pacifique des différends et de renforcer la coordination et la coopération entre ces organisations et l'Organisation des Nations Unies à cet égard (par. 32, 37 e), 37 f) et 37 g) de la résolution 79/1 de l'Assemblée générale). D'après les informations fournies, le libellé du Pacte indique sans ambiguïté que les États Membres escomptent un surcroît d'activité dans ces domaines.

11. Le Comité consultatif estime que la demande visant à l'intensification du recours aux bons offices, à la médiation et à la diplomatie préventive et au renforcement de la coordination et de la coopération entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies à cet égard doit être examinée dans le cadre plus large de la redéfinition des priorités assignées à l'Organisation dans les mandats qui lui sont confiés, à la lumière notamment des examens à venir des opérations de paix et du dispositif de consolidation de la paix [voir résolution 75/201 de l'Assemblée générale, par. 5, résolution 2558 (2020) du Conseil de sécurité, par. 5, et résolution 79/1 de l'Assemblée générale, par. 42 b)]. Le Comité estime également qu'il conviendra de définir plus précisément ces futurs partenariats entre l'Organisation et les organisations régionales aux fins de la médiation et de la diplomatie préventive, compte tenu de l'importance qu'ils revêtent, et de faire figurer dans le prochain projet de budget-programme des informations détaillées sur les ressources qui leur sont allouées, y compris en termes de capacités existantes.

12. Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif recommande que l'on procède par étapes, en ce qui concerne l'augmentation des ressources demandées au titre de la prévention des conflits, c'est-à-dire que les dépenses les plus urgentes soient inscrites dans les prévisions budgétaires révisées pour 2025 et que les autres dépenses soient présentées dans le projet de budget-programme pour 2026, une fois que les priorités auront été redéfinies et qu'il aura été procédé à l'examen complet des ressources, de façon à garantir que l'Organisation dispose de tous les moyens dont elle a besoin. Une telle approche permettrait au Comité du programme et de la coordination de vérifier que les produits correspondent bien aux ressources demandées.

Postes

1. Ressources demandées au titre des postes

13. Les ressources demandées au titre des postes se chiffrent à 2 479 300 dollars pour 2025 (4 524 200 dollars pour 2026) et permettraient de créer 22 postes [3 P-5, 13 P-4, 2 P-3, 1 P-2/1, 3 postes d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] afin de renforcer comme suit les capacités de médiation et de prévention du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (voir également [A/79/583](#), par. 16 et annexe III) :

a) Sous-programme 1 (Prévention, maîtrise et règlement des conflits) :

i) Division des politiques et de la médiation :

a. Fonction de planification des politiques : six postes [4 postes de spécialiste des questions politiques (P-4), 1 poste de spécialiste des questions politiques (P-3) et 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) (agent(e) des services généraux (Autres classes))] ;

b. Fonction d'appui à la médiation : quatre postes [poste de spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5), poste de spécialiste des questions politiques (P-3), poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) et poste d'assistant(e) (gestion des programmes) (agent(e) des services généraux (Autres classes))] ;

c. Fonction concernant les femmes et la paix et la sécurité : 1 poste [poste de spécialiste des questions politiques (P-4)].

ii) Structure politique et opérationnelle régionale :

a. Un poste de spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) à Addis-Abeba, dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'assurer la liaison avec la Commission de l'Union africaine et de lui apporter son concours sur les questions liées à la médiation et à la diplomatie préventive ;

b. Un poste de spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) à Jakarta, dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'assurer la liaison avec le secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur les questions liées à la médiation et à la diplomatie préventive ;

c. Un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) à Bruxelles, dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'assurer la liaison avec l'Union européenne sur les questions liées à la médiation et à la diplomatie préventive ;

d. Quatre postes de spécialiste des questions politiques (P-4) à New York, dont un à la Division de l'Europe et de l'Asie centrale, deux à la Division du Moyen-Orient et un à la Division de l'Afrique de l'Ouest.

b) Sous-programme 6 (Bureau d'appui à la consolidation de la paix) :

a. Un poste de spécialiste des questions politiques (P-4), dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'œuvrer aux échanges du système des Nations Unies avec la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales et régionales en matière de partenariat sur les questions de diplomatie préventive ;

b. Un poste de spécialiste des questions politiques (P-4), dont le ou la titulaire serait chargé(e) de mettre au point diverses stratégies visant à renforcer la participation et l'implication des jeunes dans les efforts de médiation et de diplomatie préventive et à faire progresser la mise en œuvre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité dans son ensemble.

c) Appui aux programmes : un poste de spécialiste des ressources humaines (P-4) et un poste d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines/partenaire ressources humaines [agent(e) des services généraux (Autres classes)], dont les titulaires seraient chargés d'apporter un appui administratif.

2. Division des politiques et de la médiation

14. En ce qui concerne les ressources existantes, il ressort des informations fournies que la Division des politiques et de la médiation compte 24 postes et 12 emplois (ibid., annexe I). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les capacités affectées à la médiation et à la diplomatie préventive étaient les suivantes :

a) Ressources sur le terrain : les missions politiques spéciales – à savoir notamment les envoyés spéciaux, les bureaux régionaux et les missions déployées dans un pays – disposent généralement d'une petite unité dédiée aux questions politiques, composée de spécialistes des questions politiques qui conseillent le ou la chef de mission sur les aspects politiques de son mandat, y compris le cas échéant sur les tâches de diplomatie préventive et de médiation ;

b) Équipe de réserve de conseillers principaux pour la médiation : cette équipe, administrée par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix en coordination avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, apporte un appui à la médiation à titre complémentaire. Le Comité a été informé qu'en moyenne, chaque année, la Division des politiques et de la médiation et l'Équipe de réserve intervenaient plus d'une centaine de fois dans 25 à 30 pays, quand demande leur en était faite. En 2023, des membres de l'Équipe de réserve et des experts du Département avaient été déployés respectivement à 131 reprises et à 21 reprises ; au total, 152 interventions d'appui à la médiation avaient eu lieu dans 28 pays. En 2024, quelque 3,25 millions de dollars de contributions volontaires avaient été reçus à l'appui des activités de médiation et de diplomatie préventive, y compris aux fins du financement de l'Équipe de réserve.

15. Les postes qu'il est proposé de créer à la Division des politiques et de la médiation doivent être examinés au regard des postes dont celle-ci dispose déjà pour exercer chacune de ses fonctions :

a) Planification des politiques : les tâches y afférentes sont assurées par cinq postes inscrits au budget ordinaire [1 P-5, 2 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes)]. Il est proposé de renforcer cette fonction au moyen de six nouveaux postes [4 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] [ibid., par. 16 a) iii)]. **Compte tenu des ressources existantes et étant donné que l'ensemble des besoins doit être déterminé à l'occasion des examens et évaluations à venir (voir *supra* par. 10 et 11), le Comité consultatif estime que la création de deux postes de spécialiste des questions politiques (1 P-4 et 1 P-3) suffirait à ce stade pour assurer les travaux supplémentaires de planification des politiques. Par conséquent, le Comité recommande que trois postes de spécialiste des questions politiques (P-4) et le poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] ne soient pas créés ;**

b) Appui à la médiation : les tâches y afférentes sont assurées par huit postes inscrits au budget ordinaire [1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 2 postes d'agent(e) des services généraux (Autres classes)]. Pour renforcer cette fonction, il est proposé de doter la Division de quatre nouveaux postes [1 P-5, 1 P-3, 1 P-2 et 1 poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] [ibid., par. 16 a) iv)]. **Compte tenu des ressources existantes et étant donné que l'ensemble des besoins doit être pleinement déterminé à l'occasion des examens et évaluations à venir (voir *supra***

par. 10 et 11), le Comité consultatif estime que la création d'un poste de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) et d'un poste de spécialiste des questions politiques (P-3) suffirait à ce stade pour assurer les activités supplémentaires d'appui à la médiation. Par conséquent, le Comité recommande que le poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) et le poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] ne soient pas créés ;

c) Les femmes et la paix et la sécurité : les tâches y afférentes sont assurées par deux postes d'administrateur(trice) financés au moyen du budget ordinaire (1 P-5 et 1 P-4). Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que deux emplois financés au moyen de ressources extrabudgétaires (1 P-4 et 1 P-3) étaient également affectés à ces tâches. Pour renforcer cette fonction, il est proposé de créer un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) [ibid., par. 16 a) v)]. **Compte tenu des ressources existantes, y compris celles dont dispose l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et étant donné que l'ensemble des besoins doit être pleinement déterminé à l'occasion des examens et évaluations à venir (voir *supra* par. 10 et 11), le Comité consultatif estime que les ressources existantes suffisent à ce stade à assurer les activités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Par conséquent, le Comité recommande que le poste de spécialiste des questions politiques (P-4) ne soit pas créé.**

3. Structure politique et opérationnelle régionale

16. Le Secrétaire général indique que le rôle joué par les organisations régionales et sous-régionales dans le domaine de la diplomatie préventive et de la médiation devrait continuer de gagner en importance et que, depuis de nombreuses années, l'ONU s'attachait à renforcer les partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales [ibid., 16 a) vi)]. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a appris que les postes d'administrateur(trice) énumérés ci-après avaient pour objet d'assurer la liaison avec les organisations régionales et sous-régionales : a) postes inscrits au budget ordinaire : 1 poste P-5 auprès de la Ligue des États arabes au Caire ; b) emplois financés au moyen de ressources extrabudgétaires : 1 poste P-5 au bureau de liaison pour l'Afrique australe établi à Gaborone, dont le ou la titulaire assure la liaison avec la Communauté de développement de l'Afrique australe ; 1 poste P-5 auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à Vienne ; 1 poste P-4 auprès de l'Organisation de Shanghai pour la coopération à Pékin ; 1 poste P-4 auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

17. Il est proposé de créer à Addis-Abeba un poste de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'assurer la liaison avec la Commission de l'Union africaine et de lui apporter son concours sur les questions liées à la médiation et à la diplomatie préventive, ainsi que d'établir des stratégies politiques définissant le concours apporté par l'ONU à l'Union africaine en matière d'alerte rapide, de prévention et d'appui aux processus de paix [ibid., par. 16 a) vii) a.]. Le Comité consultatif note que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine compte 58 postes et emplois en 2024 (voir A/79/6 (Sect. 3), tableau 3.68). **Compte tenu des ressources en personnel dont dispose déjà le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Comité consultatif recommande que le poste de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) qu'il était proposé de créer à Addis-Abeba ne le soit pas. Le Comité attend avec intérêt l'évaluation indépendante dont le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine doit faire l'objet.**

18. Il est proposé de créer à Bruxelles un poste de spécialiste des questions politiques (P-4), dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'assurer la liaison avec les institutions de l'Union européenne sur les questions liées à la médiation et à la diplomatie préventive et d'établir des stratégies politiques définissant les domaines de coopération entre l'ONU et les institutions de l'Union européenne en matière d'alerte rapide, de prévention et d'appui aux processus de paix (ibid., par. 16 a) vii) c.). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a appris qu'il existait déjà à Bruxelles un emploi de spécialiste des questions politiques (P-4), dont le ou la titulaire était chargé(e) d'analyser les tendances sur les plans politique et de la sécurité au sein de l'Union européenne. **Compte tenu des ressources existantes, le Comité consultatif recommande que le poste de spécialiste des questions politiques (P-4) qu'il était proposé de créer à Bruxelles ne le soit pas.**

19. Il est proposé de créer à New York un poste de spécialiste des questions politiques (P-4), dont le ou la titulaire serait chargé(e) de conduire des recherches et des analyses approfondies et d'établir des stratégies sur des aspects thématiques cruciaux liés au conflit en Ukraine (ibid., par. 16 a) viii) et annexe III). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a appris que les questions intéressant l'Ukraine étaient du ressort de la Division de l'Europe et de l'Asie centrale au sein de la structure régionale conjointe du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix et que, dans l'équipe chargée de l'Europe orientale que dirigeait un spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) était spécialement affecté à la gestion au jour le jour des dossiers relatifs à la Fédération de Russie et à l'Ukraine. **Compte tenu des ressources existantes, le Comité consultatif ne croit pas qu'il soit nécessaire à ce stade de prévoir des effectifs supplémentaires. Il recommande donc que le poste de spécialiste des questions politiques (P-4) qu'il était proposé de créer à la Division de l'Europe et de l'Asie centrale ne le soit pas.**

20. Il est proposé de créer à la Division du Moyen-Orient à New York deux postes de spécialiste des questions politiques (P-4). L'un(e) de ces spécialistes serait chargé(e) d'élaborer des approches innovantes et des initiatives ciblées répondant à la dynamique régionale complexe et favorisant une plus grande cohésion régionale au Moyen-Orient en procédant à des analyses complètes et de qualité (ibid., par. 16 a) ix) et annexe III). **Constatant que la Division du Moyen-Orient comprend 13 postes inscrits au budget ordinaire au titre du chapitre 3, 1 poste inscrit au budget ordinaire au titre du chapitre 5, 7 postes financés par le compte d'appui au titre du chapitre 5 et 14 emplois financés au moyen de ressources extrabudgétaires au titre du chapitre 3 (voir A/79/583, annexe I), le Comité consultatif estime que les tâches susmentionnées pourraient être exécutées au moyen des ressources existantes. Il recommande donc que l'un des postes de spécialiste des questions politiques (P-4) qu'il était proposé de créer à la Division du Moyen-Orient ne le soit pas.**

21. Il est proposé de créer à la Division de l'Afrique de l'Ouest à New York un poste de spécialiste des questions politiques (P-4), dont le ou la titulaire serait chargé(e) d'assurer le suivi des réunions et des décisions du Conseil de sécurité et d'autres organes intergouvernementaux s'intéressant au Mali et de participer à des missions d'établissement des faits, de planification, de diplomatie préventive ou de rétablissement de la paix au Mali et dans la région (ibid., par. 16 a) x) et annexe III). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'à la suite de la clôture de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix traitait désormais les questions intéressant le Mali, en lieu et place du Département des opérations de paix, et avait besoin qu'un fonctionnaire soit affecté

à ce dossier complexe. La Division de l'Afrique de l'Ouest comprend 16 postes inscrits au budget ordinaire au titre du chapitre 3, 1 poste financé par le compte d'appui au titre du chapitre 5 et 1 emploi financé au moyen de ressources extrabudgétaires au titre du chapitre 3 (ibid., annexe I). Le Comité a également été informé que cinq nouveaux postes d'administrateur(trice) avaient été créés à Dakar au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel afin de doter le Bureau des capacités devant lui permettre de gérer les répercussions du retrait de la Mission et d'exercer certaines tâches qui avaient incombé à celle-ci, en particulier en matière de prévention des conflits régionaux et de mobilisation politique. **Compte tenu des ressources existantes, le Comité consultatif recommande que le poste de spécialiste des questions politiques (P-4) qu'il était proposé de créer à la Division de l'Afrique de l'Ouest ne le soit pas.**

4. Bureau d'appui à la consolidation de la paix

22. Il est proposé de créer un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) dont le (la) titulaire serait chargé(e) de mettre au point diverses stratégies visant à renforcer la participation et l'implication des jeunes dans les efforts de médiation et de diplomatie préventive et à faire progresser la mise en œuvre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité dans son ensemble (ibid., par. 16 b) ii) et annexe III).

23. Le Comité consultatif constate que, à sa création au Secrétariat en 2023, le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse a été doté de 16 postes inscrits au budget ordinaire [1 poste de sous-secrétaire général(e), 1 D-1, 2 P-5, 5 P-3, 6 P-2 et 1 poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] (voir [A/78/949](#), par. 10). Comme suite à ses questions, il a été informé que ce bureau travaillait globalement dans les domaines du développement des jeunes, de leur autonomisation et de leur participation dans divers secteurs, mais que les ressources demandées au titre des affaires de la jeunesse pour le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (1 poste de spécialiste des questions politiques (P-4), 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions) réservé à un(e) spécialiste des questions politiques (P-4) pour 24 mois, 1 consultant(e) principal(e) et 1 consultant(e) junior) seraient affectées à des activités propres à la consolidation de la paix ou à la prévention des conflits, ou relatives à des initiatives liées au Conseil de sécurité. Il constate également que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix comprend 17 postes inscrits au budget ordinaire et 10 emplois de temporaire financés au moyen de ressources extrabudgétaires (ibid., annexe I). **Compte tenu des ressources existantes et des ressources demandées, le Comité consultatif estime que les activités attachées au poste qu'il est envisagé de créer pour le traitement des affaires de la jeunesse pourraient être exécutées au moyen des ressources existantes et, par conséquent, recommande que le poste de spécialiste des affaires politiques (P-4) prévu pour le Bureau d'appui à la consolidation de la paix ne soit pas créé. Le Comité compte qu'il sera clairement établi à qui, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix ou de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, compte tenu de leurs domaines de spécialité respectifs, reviendra la direction stratégique en ce qui concerne la réalisation de la deuxième étude indépendante sur la contribution des jeunes aux processus de paix et au règlement des conflits [voir la résolution 79/1, par. 41 c)]. Les ressources autres que celles affectées à des postes devraient être réparties en conséquence.**

5. Appui au programme

24. Il est proposé de créer un poste de spécialiste des ressources humaines (P-4) et un poste d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines/partenaire ressources humaines [G(AC)] afin de renforcer les moyens de gestion des ressources humaines dont dispose le Service administratif qui est commun au Département des affaires

politiques et de la consolidation de la paix et au Département des opérations de paix, compte tenu de la proposition de créer 20 postes opérationnels au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. **Sachant qu'il a recommandé de ne pas créer 13 des postes demandés pour la partie opérationnelle du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (voir par. 14 à 20), le Comité consultatif estime que les activités supplémentaires générées par le recrutement et la gestion des titulaires de sept nouveaux postes pourraient être exécutées par les ressources humaines existantes. Par conséquent, il recommande qu'un poste de spécialiste des ressources humaines (P-4) et un poste d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines [G(AC)] demandés pour l'appui au programme ne soient pas créés.**

25. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 15 à 24, le Comité consultatif recommande que la proposition concernant les postes soit approuvée. Les montants prévus au titre des ressources non affectées à des postes devraient être ajustés en conséquence (voir par. 27).

26. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que, au 31 octobre 2024, 29 postes étaient vacants au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. **Le Comité consultatif encourage le Département à pourvoir les postes vacants dans les meilleurs délais.**

Ressources non affectées à des postes

27. En application des paragraphes 37 f) et 41 c) de la résolution 79/1, des ressources non affectées à des postes chiffrées à 968 500 dollars sont demandées pour 2025 (547 600 dollars pour 2026), comme suit, au chapitre 3 (A/79/583, par. 17) :

a) Autres dépenses de personnel : 227 600 dollars aux fins de la création, pour 24 mois (2025-2026), d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) réservé à un(e) spécialiste des questions politiques (P-4) qui serait chargé(e) de la deuxième étude indépendante sur la contribution des jeunes aux processus de paix et au règlement des conflits ;

b) Consultants : un montant de 153 000 dollars qui se décomposerait de la façon suivante : i) 101 800 dollars pour couvrir le coût d'un(e) consultant(e) principal(e) pendant 11 mois au total, réparti également entre 2025 et 2026, et d'un(e) consultant(e) junior pendant 12 mois au total, réparti également entre 2025 et 2026, pour les préparatifs de la deuxième étude indépendante sur la contribution des jeunes aux processus de paix et au règlement des conflits ; ii) 51 200 dollars qui serviraient à financer des dépenses non renouvelables tenant à cinq voyages pour chacun des deux consultants aux fins de la tenue de consultations régionales dans cinq régions et à un voyage pour une personne aux fins de la présentation à New York de la deuxième étude indépendante ;

c) Voyages du personnel : 163 300 dollars pour financer les voyages entrepris aux fins des consultations avec les autorités, des consultations sur les processus de médiation et des réunions avec les organisations régionales. **Le Comité consultatif encourage le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix à intensifier l'utilisation des moyens de communication virtuelle afin de réduire au minimum les frais de voyage et, sachant qu'il a recommandé que 13 postes opérationnels ne soient pas créés (voir par. 15 à 24), recommande que soient réduits de 20 % supplémentaires (32 700 dollars) les montants demandés au titre des voyages du personnel ;**

d) Services contractuels : un montant de 111 800 dollars se décomposant ainsi : i) 50 000 dollars qui serviraient à financer des dépenses non renouvelables aux fins de l'ajout d'outils d'intelligence artificielle et de traitement du langage naturel à

la plateforme numérique existante visant à renforcer la capacité de l'ONU de mener un dialogue inclusif, et donc de soutenir la deuxième étude indépendante sur la contribution des jeunes aux processus de paix et au règlement des conflits ; ii) 25 000 dollars qui permettraient de financer des dépenses non renouvelables afférentes aux services de conférence à fournir pour cinq consultations régionales qui se tiendraient dans le cadre de la deuxième étude indépendante ; iii) 36 800 dollars qui serviraient à financer les services de traitement des données, y compris le coût de l'assistance centralisée pour le matériel de bureautique fournie par le Bureau de l'informatique et des communications dans le cadre d'un accord de niveau de services. **Le Comité consultatif encourage le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix à recourir autant que possible aux ressources internes, y compris dans le domaine de la contribution des jeunes aux processus de paix, et recommande que soient réduits de 20 % supplémentaires (22 400 dollars) les montants demandés au titre des services contractuels ;**

e) Subventions et contributions : 248 400 dollars destinés à financer des dépenses non renouvelables au titre des voyages de 50 participants aux fins des consultations régionales qui seraient organisées dans cinq régions dans le cadre de la deuxième étude indépendante sur la contribution des jeunes aux processus de paix et au règlement des conflits ;

f) Des crédits sont également demandés aux rubriques Frais généraux de fonctionnement (6 900 dollars), Fournitures et accessoires (4 600 dollars) et Mobilier et matériel (52 900 dollars), dont 46 300 dollars, à cette dernière rubrique, pour le financement de dépenses non renouvelables.

28. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 25 et 27, le Comité consultatif recommande que les ressources non affectées à des postes demandées au titre du chapitre 3 soient approuvées.

B. Département des affaires économiques et sociales (chapitre 9)

29. En application des paragraphes 57 a), 76, 78 b), 81 a) et 83 e) de la résolution [79/1](#), des ressources non affectées à des postes chiffrées à 858 300 dollars sont demandées pour 2025 (572 500 dollars pour 2026), comme suit, au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) ([A/79/583](#), par. 19) :

a) Autres dépenses de personnel : 600 300 dollars pour financer le coût des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) suivants :

i) un emploi de spécialiste du développement durable (P-3), pendant quatre mois, aux fins de la mise au point d'un mécanisme de suivi et d'évaluation des progrès réalisés à l'échelle mondiale pour combler le fossé scientifique et technologique, conformément à la demande formulée au paragraphe 57 a) de la résolution [79/1](#) ;

ii) un emploi de secrétaire exécutif(ve) (P-5), pendant neuf mois, dont le (la) titulaire gèrerait et appuierait les travaux du groupe d'experts de haut niveau chargé d'élaborer des recommandations concernant des indicateurs de développement durable modulables selon les pays et universellement applicables qui complèteraient le PIB et prendraient en compte d'autres paramètres ;

iii) un emploi de spécialiste de la gestion de programme (P-3), pendant neuf mois, dont le (la) titulaire appuierait les travaux du groupe d'experts de haut niveau ;

iv) un emploi d'économiste (P-3), pendant neuf mois, dont le (la) titulaire apporterait son concours à tous les aspects des préparatifs du sommet biennal à organiser au niveau des chefs d'État et de gouvernement afin que l'Organisation et les institutions financières internationales renforcent leurs liens, se coordonnent davantage et s'emploient à collaborer plus systématiquement, comme demandé aux paragraphes 76 et 78 b) de la résolution 79/1. **Étant donné que le sommet aura lieu tous les deux ans et qu'il est proposé de créer un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) pour soutenir les échanges du système des Nations Unies avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales et régionales en matière de partenariat sur les questions de diplomatie préventive [A/79/583, par. 16 b) i)], le Comité consultatif est d'avis que les tâches liées aux préparatifs du sommet biennal pourraient être exécutées au moyen des ressources existantes. Par conséquent, il recommande que la proposition de créer un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) réservé à un(e) économiste (P-3) pour une durée de neuf mois ne soit pas approuvée ;**

b) Consultants : 110 000 dollars pour l'appui aux travaux du groupe d'experts de haut niveau, comme suite aux demandes exprimées aux paragraphes 81 a) et 83 e) de la résolution 79/1 (dépenses non renouvelables). **Le Comité consultatif encourage le Département des affaires économiques et sociales à utiliser autant que possible les ressources internes disponibles, en particulier en ce qui concerne la fonction d'appui aux groupes d'experts, et recommande une réduction de 20 % (22 000 dollars) du montant des ressources demandées au titre des consultants ;**

c) Experts : 133 100 dollars pour couvrir les frais de voyage des 15 membres du groupe d'experts de haut niveau pour deux sessions en 2025, comme demandé au paragraphe 81 a) de la résolution 79/1 (dépenses non renouvelables) ;

d) Voyage du personnel : 9 900 dollars pour couvrir les frais de voyage de deux fonctionnaires chargés d'appuyer la réunion du groupe d'experts de haut niveau à Genève ;

e) Frais généraux de fonctionnement : 5 000 dollars qui serviraient à couvrir divers coûts liés aux réunions du groupe d'experts de haut niveau à New York et à Genève en 2025, comme suite au paragraphe 81 a) de la résolution 79/1 (dépenses non renouvelables).

30. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées au paragraphe 29, le Comité consultatif recommande que les ressources non affectées à des postes demandées au titre du chapitre 9 soient approuvées.

C. CNUCED (chapitre 12)

31. En application des paragraphes 76, 78 b) et 81 a) de la résolution 79/1, des ressources non affectées à des postes chiffrées à 385 200 dollars sont demandées pour 2025 (295 900 dollars pour 2026), comme suit, au titre du chapitre 12 (Commerce et développement) (A/79/583, par. 20) :

a) Autres dépenses de personnel : 367 200 dollars pour la création, pour neuf mois, d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) réservé à un(e) économiste (P-4) qui serait chargé(e) d'appuyer, en coordination avec le Département des affaires économiques et sociales, tous les aspects des préparatifs du sommet biennal et d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) réservé à un(e) expert(e) en mégadonnées (P-4) dont la principale mission serait de fournir, en coordination avec le même département, des conseils techniques et un appui analytique au groupe d'experts de haut niveau sur les méthodes, les indicateurs et les

statistiques permettant de mesurer les progrès. **Compte tenu de la proposition de créer un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) pour soutenir les échanges du système des Nations Unies avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales et régionales et trois emplois de temporaire pour l'appui au groupe d'experts de haut niveau (A/79/583, par. 16 b) i), et par. 29 a) du présent rapport), le Comité consultatif estime que ces nouvelles ressources pourraient être utilisées pour appuyer tant les préparatifs du sommet biennal que les travaux du groupe d'experts de haut niveau. Par conséquent, il recommande que la durée d'emploi de l'économiste (P-4) et de l'expert(e) en mégadonnées soit réduite de neuf à six mois ;**

b) Voyages du personnel : 18 000 dollars destinés à permettre à des membres du personnel de participer au sommet biennal et d'appuyer la réunion du groupe d'experts de haut niveau devant se tenir à New York.

32. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées au paragraphe 31, le Comité consultatif recommande que les ressources non affectées à des postes demandées au titre du chapitre 12 soient approuvées.

D. Département de l'appui opérationnel (chapitre 29B)

33. Des ressources non affectées à des postes chiffrées à 284 000 dollars sont demandées pour 2025 au chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel), à la rubrique Frais généraux de fonctionnement, pour financer l'aménagement des bureaux lié aux 19 postes (16 d'administrateur(trice) et 3 d'agent(e) des services généraux) et à l'emploi de temporaire qu'il est proposé de créer à New York au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) (A/79/583, par. 21). **Le Comité consultatif ayant recommandé que 11 postes qu'il est proposé de créer à New York ne le soient pas (voir par. 14 et 18 à 23), il recommande que les montants demandés pour l'aménagement de bureaux soient ajustés en conséquence.**

34. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées au paragraphe 33, le Comité consultatif recommande que les ressources non affectées à des postes demandées au titre du chapitre 29B soient approuvées.

E. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences (chapitre 2)

35. Des ressources non affectées à des postes chiffrées à 118 300 dollars sont demandées pour 2025 (49 000 dollars pour 2026) au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), à la rubrique Autres dépenses de personnel, pour donner suite aux paragraphes 42 b), 78 b), 81 a) et 83 e) de la résolution 79/1. Le Secrétaire général indique que l'exécution des activités prescrites au paragraphe 41 c) de la résolution conduirait au traitement d'un document de 8 500 mots en 2026, avant la fin de la quatre-vingtième session de l'Assemblée générale. Le paragraphe 42 b) suppose la tenue, à New York, en 2025, de quatre réunions qui devraient bénéficier de services d'interprétation, et le traitement d'un document de 8 500 mots en 2026. Les paragraphes 78 b), 81 a) et 83 e) entraînent chacun le traitement d'un document de 8 500 mots en 2025. Les réunions seraient interprétées dans les six langues officielles de l'Organisation, et les documents seraient également traités dans ces six langues officielles (A/79/583, par. 4 et 14). **Étant donné que certains documents seront produits en 2026, le Comité consultatif recommande une réduction de 20 % (23 700 dollars) du montant des ressources demandées pour 2025.**

36. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées au paragraphe 35, le Comité consultatif recommande que les ressources non affectées à des postes demandées au titre du chapitre 2 soient approuvées.

F. Désarmement (chapitre 4)

37. Des ressources non affectées à des postes d'un montant de 90 000 dollars sont demandées pour 2025 au titre du chapitre 4 (Désarmement), comme suit, en application du paragraphe 34 c) de la résolution 79/1 (A/79/583, par. 18) :

a) Consultants : 29 600 dollars pour couvrir les coûts des compétences techniques à mobiliser pour procéder à une analyse de l'impact de l'augmentation globale des dépenses militaires sur la réalisation des objectifs de développement durable ;

b) Experts : 14 600 dollars pour financer les voyages de cinq experts amenés à participer à un atelier de validation de deux jours ;

c) Services contractuels : 45 800 dollars pour couvrir les coûts liés à l'élaboration et à la diffusion de documents.

38. Le Comité consultatif recommande que les ressources non affectées à des postes demandées au titre du chapitre 4 soient approuvées.

III. Incidences budgétaires du Pacte numérique mondial

39. Le Secrétaire général indique que, conformément aux paragraphes 48, 56, 63, 72 et 74 du Pacte numérique mondial figurant à l'annexe I de sa résolution 79/1, l'Assemblée générale a créé des mandats pour lesquels il convient d'inscrire des ressources supplémentaires au titre de différents chapitres, qui sont chiffrées à 3 615 100 dollars pour 2025 avant actualisation des coûts, y compris un montant de 324 700 dollars pour les contributions du personnel (4 359 600 dollars pour 2026 au total) (A/79/583, par. 25 à 38 et tableau 8).

A. Bureau des technologies numériques et émergentes (chapitre 1)

Mandat et considérations générales

1. Présentation du mandat

40. Le Secrétaire général propose l'établissement du Bureau des technologies numériques et émergentes conformément au paragraphe 72 du Pacte numérique mondial. Le Bureau incorporerait les activités et les ressources du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, tout en renforçant la coordination des questions relatives à la coopération numérique dans le système des Nations Unies et en facilitant le suivi et la mise en œuvre du Pacte numérique mondial (A/79/583, par. 27).

41. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé qu'il était proposé de financer le Bureau des technologies numériques et émergentes au titre du chapitre 1 du budget (Politiques, direction et coordination d'ensemble), car ses fonctions étaient les suivantes : a) conseiller les hauts fonctionnaires de l'ONU sur les principales tendances technologiques, afin d'orienter la stratégie que l'Organisation suivra sur ces questions ; b) promouvoir et coordonner les activités de coopération numérique dans le cadre d'échanges menés auprès des États Membres, du secteur technologique, de la société civile et d'autres parties prenantes ; c) faciliter le dialogue politique

multipartite sur les technologies numériques et émergentes ; d) renforcer la coordination dans le système des Nations Unies sur les technologies numériques et émergentes ; e) soutenir le suivi et la mise en œuvre du Pacte numérique mondial.

42. S'étant renseigné quant à la définition qui était donnée des technologies émergentes, le Comité consultatif a été informé que ces technologies se caractérisaient généralement par leur nouveauté, l'incertitude qui les entourait, l'évolutivité de leurs applications et leur potentiel, ce qui exigeait une approche multidisciplinaire et globale de la part du système des Nations Unies. Cependant, il n'y avait pas de définition bien arrêtée dans le système des Nations Unies. La Stratégie du Secrétaire général en matière de nouvelles technologies, publiée en 2018, fait référence à l'intelligence artificielle, à la robotique, aux sciences des matériaux, aux réseaux sociaux et à la biotechnologie, tandis que le Plan d'action de coopération numérique de 2020 a trait à une série de technologies dans le contexte de la promotion de la connectivité et de l'économie numérique, du renforcement des capacités numériques et des objectifs de développement durable (A/74/821, par. 20, 33 et 72). Le Comité a également été informé que lors des consultations préalables à la présentation des prévisions budgétaires révisées faisant l'objet du présent rapport, les États Membres ont demandé que le mandat du Bureau des technologies numériques et émergentes reste adapté à sa finalité dans un domaine en évolution rapide, que son nom et son mandat offrent suffisamment de latitude pour couvrir des questions ne cessant d'évoluer au gré des changements technologiques et qu'il soit fait expressément référence aux « technologies émergentes », au « renforcement des capacités en matière de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle dans le monde du Sud » et à la « coordination des questions relatives aux technologies numériques et émergentes dans le système ».

43. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que la valeur ajoutée du nouveau bureau tenait aux éléments suivants : a) le Bureau était positionné comme un petit bureau stratégique à vocation intersectorielle, qui prendrait le relais du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies et rendrait compte au Secrétaire général ; b) les États Membres et les parties prenantes, en particulier les petites délégations ou organisations, continueraient de disposer d'un interlocuteur privilégié dans le système des Nations Unies, ce qui les aiderait à participer davantage à des mécanismes de dialogue politique multipartites plus inclusifs ; c) les entités des Nations Unies disposeraient d'un intermédiaire impartial qui faciliterait la coordination et les échanges et permettrait au système des Nations Unies d'en faire plus que les entités le composant en ce qui concernait la fourniture d'un appui à la mise en œuvre du Pacte numérique mondial qui bénéficie aux États Membres ; d) les pays en développement bénéficieraient par ailleurs d'activités de plaidoyer stratégique, de conseils et d'orientations plus ciblés sur les questions technologiques.

44. S'agissant de ce dernier point, le Comité consultatif a demandé des précisions et a été informé que l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies et le Directeur général de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés nouvellement nommé s'entretenaient à intervalles réguliers et avaient décidé d'intensifier leur collaboration. La coopération qui est proposée et qui fait partie des plans du Bureau des technologies numériques et émergentes pour 2025-2027 porte notamment sur les possibilités existant en matière de transfert de technologies, sur l'analyse des écosystèmes de technologies et d'innovation visant à recenser les meilleures pratiques dans les pays les moins avancés et sur l'accélération grâce à l'intelligence artificielle des découvertes scientifiques et de l'innovation dans ce groupe de pays. Il s'agira d'utiliser les évaluations des besoins technologiques et les connaissances de la Banque de technologies pour aider à cerner les priorités des pays les moins avancés et leur fournir l'appui dont ils ont besoin. Les mécanismes de

coopération existants, tels que le fonds pour la coopération numérique, peuvent aider à faire progresser cette collaboration.

2. Facilitation de la coopération

45. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les capacités du système des Nations Unies dans le domaine de la coopération numérique étaient réparties entre plusieurs entités, à savoir le Département des affaires économiques et sociales, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Union internationale des télécommunications (UIT), la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Bureau des affaires de désarmement, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (comme suite à la résolution sur la santé numérique adoptée par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2018), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et la Banque des technologies pour les pays les moins avancés, auxquelles s'ajoutaient celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ayant posé la question, il a également été informé que le Pacte numérique mondial n'avait pas pour objectif une coopération numérique centralisée et que la nature très vaste et décentralisée des activités numériques y était expressément notée. Le Bureau des technologies numériques et émergentes se concentrera sur la facilitation horizontale et non sur les activités de supervision hiérarchique. Le Comité a également été informé que le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies avait soutenu deux initiatives visant à établir un état des lieux de la coopération numérique dans le système des Nations Unies :

a) Un projet de recensement des initiatives numériques dans le système des Nations Unies avait été mené en novembre 2021 avec le Département des affaires économiques et sociales auprès de plus de 40 entités des Nations Unies, dans le prolongement du Plan d'action de coopération numérique, et avait été l'occasion d'envoyer plus de 500 demandes d'information sur les activités relatives au numérique. Ce projet a aidé le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies à recenser les lacunes, à établir des priorités et à repenser stratégiquement ses activités pour 2022-2024 afin d'éviter les chevauchements d'activités ;

b) La note d'orientation du Secrétaire général sur un pacte numérique mondial (mai 2023) dresse la liste des organismes et forums intergouvernementaux et multipartites des Nations Unies œuvrant dans le domaine de la coopération numérique. Le Secrétaire général a noté qu'il y avait des chevauchements concernant les initiatives de coopération et des lacunes relatives à certains aspects (par exemple, la gouvernance des données). À la page 19 de la note d'orientation, le Secrétaire général a souligné qu'il fallait une « collaboration reposant sur des réseaux et s'inscrivant dans la durée » pour aller au-delà des « discussions politiques fragmentées et irrégulières ».

3. Coordination

46. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé qu'aucune entité existante n'avait le mandat intersectoriel qui était requis pour faciliter efficacement la coordination entre les entités des Nations Unies ou les représenter en ce qui concernait le Pacte numérique mondial et pour assurer la liaison avec les parties prenantes externes et ainsi faciliter la coordination de la mise en œuvre du Pacte. Il a reçu des informations sur les mécanismes de coordination existant dans le système des Nations Unies, notamment dans le domaine des technologies numériques et émergentes (voir tableau 1).

Tableau 1
Mécanismes de coordination existant dans le système des Nations Unies

<i>Groupe de coordination (année de création)</i>	<i>Mandat ou rôle</i>	<i>Composition</i>	<i>Secrétariat</i>
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (1946)	Assurer l'application la plus complète et la plus efficace des accords conclus entre les Nations Unies et les institutions spécialisées (résolution 13 (III) du Conseil économique et social)	Chefs de secrétariat de l'ONU, de ses 12 fonds et programmes, de ses 15 institutions spécialisées et de ses 3 organisations apparentées	Secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat
Comité de haut niveau sur les programmes (2000)	Favoriser la cohérence, la coopération et la coordination sur les dimensions politiques et programmatiques des questions stratégiques pour le système des Nations Unies (mandat du Comité de haut niveau sur les programmes)	Hauts fonctionnaires des organismes membres du Conseil des chefs de secrétariat chargés des politiques, de la planification et du développement	
Groupe des Nations Unies sur la société de l'information (2006)	Faciliter la mise en œuvre des conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information (Agenda de Tunis pour la société de l'information)	39 organismes	UIT (et CNUCED, PNUD, UNESCO, par roulement) (ressources extrabudgétaires)
Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable (2015)	Offrir un portail d'accès aux informations relatives aux initiatives existant en matière de science, de technologie et d'innovation, tant au sein qu'en dehors du système des Nations Unies (Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement)	47 entités des Nations Unies	Département des affaires économiques et sociales, CNUCED
Groupe de travail interinstitutions sur l'intelligence artificielle (2020)	Combiner les aspects déontologiques et technologiques afin de fournir une assise solide aux initiatives que le système des Nations Unies mène ou mènera dans le domaine de l'intelligence artificielle en vue d'assurer le respect des droits humains et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (projet de mandat du Groupe)	Ouvert à tous les membres et observateurs du Comité de haut niveau sur les programmes s'intéressant aux questions relatives à l'intelligence artificielle	UIT, UNESCO (ressources extrabudgétaires)

Groupe de coordination
(année de création)

Mandat ou rôle

Composition

Secrétariat

de travail interinstitutions sur
l'intelligence artificielle)

Note : Parmi les autres mécanismes de coordination interinstitutions pouvant jouer un rôle figurent ceux traitant des questions relatives aux discours de haine, à l'intégrité de l'information et à l'appel à l'action du Secrétaire général relatif aux droits humains, ainsi que l'Équipe spéciale des Nations Unies sur l'identité juridique.

Abréviations : PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UIT = Union internationale des télécommunications ; UNESCO = Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

47. S'étant renseigné, le Comité consultatif a également été informé que d'autres mécanismes internes chargés de la coordination des questions relatives à l'informatique et à la communication faisaient porter leur action sur l'appui opérationnel et sur la gestion de ces questions, et non sur la coopération internationale ou multipartite relative aux politiques numériques. Il a également été informé que le Bureau de l'informatique et des communications et le Centre international de calcul des Nations Unies fournissaient des services informatiques et des services de communication aux entités clientes du Secrétariat ou du système des Nations Unies et n'intervenaient pas au niveau interinstitutions. Le Comité note que le Forum sur la gouvernance d'Internet fait partie des mécanismes dont le système des Nations Unies est doté pour faciliter la réflexion sur les questions de politique générale relatives aux technologies numériques.

48. Le Comité consultatif est d'avis que de nouvelles consultations et analyses permettraient de dresser un état des lieux complet des mécanismes de coordination des Nations Unies existants et de recenser les lacunes dans ce domaine, de sorte que le rôle de coordination du nouveau Bureau des technologies numériques et émergentes soit mieux cerné et que le Bureau puisse s'acquitter de ses fonctions conjointement avec d'autres entités et mécanismes, y compris le Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, en vue d'éviter les doubles emplois et les chevauchements d'activités.

4. Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies

49. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général avait fait part de l'intérêt qu'il y avait à créer un poste d'envoyé(e) pour les technologies dans la Stratégie en matière de nouvelles technologies publiée en 2018 et indiqué qu'il avait l'intention de nommer un(e) envoyé(e). Les fonctions proposées pour l'Envoyé(e) ont été définies par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique dans son rapport publié en juin 2019 et dans le Plan d'action de coopération numérique établi par la suite par le Secrétaire général (voir [A/74/821](#), par. 74). Le premier Envoyé du Secrétaire général pour les technologies a été nommé en 2021. En 2021 et 2022, le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies s'est attaché à aider l'Envoyé à diriger la coordination des activités menées par le système des Nations Unies pour mettre en œuvre le Plan d'action de coopération numérique.

50. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que le Pacte numérique mondial avait été négocié et adopté en tenant compte du fait qu'il était entendu que l'incorporation des activités et des ressources du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies ne signifiait pas qu'il serait mis aux fonctions existantes du Bureau, qui consistaient à : a) conseiller les hauts fonctionnaires de l'ONU sur les principales tendances technologiques, afin d'orienter la stratégie que l'Organisation suivrait sur ces questions ; b) promouvoir et coordonner les activités

de coopération numérique dans le cadre d'échanges menés auprès des États Membres, du secteur technologique, de la société civile et d'autres parties prenantes ; c) faciliter le dialogue politique multipartite sur les technologies numériques et émergentes.

51. S'étant renseigné, le Comité consultatif a reçu des informations sur les contributions volontaires reçues par le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies entre le 1^{er} janvier 2021 et le 20 novembre 2024 (voir tableau 2).

Tableau 2

Contributions volontaires reçues par le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies entre le 1^{er} janvier 2021 et le 20 novembre 2024

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Contributions reçues</i>
Union européenne	1 794 475
Patrick J. McGovern Foundation	1 500 000
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du Programme des Nations Unies pour le développement (fonds pour la coopération numérique)	583 938
Japon	321 197
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	274 268
Suisse	200 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	194 693
Bill and Melinda Gates Foundation	93 458
Organisation internationale de la Francophonie	39 752
Total	5 271 782

52. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a reçu des informations sur la dotation en effectifs du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies au 30 novembre 2024 (voir tableau 3).

Tableau 3

Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies : emplois par classe, fonction et nationalité des titulaires

<i>Fonction</i>	<i>Classe</i>	<i>Nationalité</i>
Secrétaire général adjoint	SGA	Inde
Spécialiste de la gestion de programme (hors classe)	P-5	Suisse
Spécialiste de la gestion de programme	P-4	El Salvador
Spécialiste de la gestion de programme (adjoint de 1 ^{re} classe)	P-2	Allemagne
Spécialiste de la gestion de programme (adjoint de 2 ^e classe) (administration)	P-1	Équateur
Assistant(e) administratif(ve)	G(AC)	États-Unis d'Amérique
Expert(e) associé(e) (administrateur(trice) auxiliaire)	P-2	République de Corée

<i>Fonction</i>	<i>Classe</i>	<i>Nationalité</i>
Expert(e) associé(e) (administrateur(trice) auxiliaire)	P-2	Italie
Expert(e) associé(e) (administrateur(trice) auxiliaire)	P-2	Allemagne
Spécialiste de la gestion de programme	P-4	Vacant
Spécialiste de la gestion de programme	P-4	Vacant

Abréviations : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général adjoint.

53. S'étant renseigné sur les ressources extrabudgétaires que le Bureau des technologies numériques et émergentes pourrait recevoir, le Comité consultatif a été informé que des contacts seraient pris avec les donateurs bilatéraux existants pour déterminer si les accords en vigueur se poursuivraient ou s'il y serait mis fin d'un commun accord. La présente proposition ne présume pas de la poursuite des accords existants. Le nouveau Bureau établira une stratégie de mobilisation des ressources afin de compléter les activités existantes par des ressources extrabudgétaires.

5. Plan d'action de coopération numérique

54. En ce qui concerne la relation entre le Plan d'action de coopération numérique et le Pacte numérique mondial, il a été répondu au Comité consultatif que la mise en œuvre du Pacte irait dans le sens des mesures prises pour donner suite aux recommandations figurant dans le Plan d'action, qui resterait un point de référence pour le travail du Bureau des technologies numériques et émergentes. Le Comité a également été informé que l'adoption du Pacte marquait le début d'une transition, au cours de laquelle les thèmes retenus dans le Plan d'action seraient repris aux fins de la mise en œuvre du Pacte, étant donné que les deux textes convergeaient fortement, tant sur le plan thématique que sur celui des engagements. Il s'agit notamment de la connectivité, des biens publics numériques, des droits humains, de la confiance dans le numérique et de la sécurité du numérique, et du renforcement de la coopération numérique.

6. Procédure

55. En ce qui concerne la date à laquelle les prévisions révisées ont été présentées, il a été répondu au Comité consultatif que l'urgence tenait au fait qu'il fallait mettre en œuvre sans tarder le Pacte numérique mondial de manière transparente et responsable. Les États Membres avaient fixé des délais ambitieux pour que le suivi et la mise en œuvre interviennent sans tarder. Les paragraphes 63 et 71 du Pacte prévoient que certains produits soient prêts à temps pour la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, y compris un rapport sur des formules novatrices de financement aux fins du renforcement des capacités d'intelligence artificielle dont la publication est prévue pour 2025.

Ressources demandées

56. Les ressources demandées pour le Bureau des technologies numériques et émergentes s'élèvent à 2 691 700 dollars pour 2025 (3 436 900 dollars pour 2026) (voir [A/79/583](#), tableau 9).

57. Les ressources demandées au titre des postes se chiffrent à 2 302 900 dollars pour 2025 (3 139 700 dollars en 2026) et permettraient de créer 10 postes [1 D-2,

2 P-4, 4 P-3, 2 P-2 et 1 G(1°C)] et d'inscrire au budget ordinaire six postes [1 SGA, 1 P-5, 1 P-4, 2 P-2/1 et 1 G(AC)] du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies qui sont actuellement financés au moyen de ressources extrabudgétaires. Il est tenu compte dans ce montant d'un taux de vacance de 50 % pour les nouveaux postes (ibid., par. 41 à 50 et annexe IV). Le nouveau bureau serait organisé comme suit :

- a) Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e) (New York) :
 - i) 1 Chef de Bureau ayant rang de Secrétaire général(e) adjoint(e) (transformation) ;
 - ii) 1 Directeur(trice) (D-2) (création) ;
 - iii) 1 fonctionnaire d'administration (P-3) (création) ;
 - iv) 1 spécialiste de la gestion des programmes (administrateur(trice) adjoint(e) de 2^e classe) (P-1) (transformation) ;
 - v) 1 assistant(e) administratif(ve) [G(1°C)] (création) ;
 - vi) 1 assistant(e) administratif(ve) [G(AC)] (transformation) ;
- b) Groupe de la coordination du système des Nations Unies (à Genève) :
 - i) 1 chef d'équipe (P-4) (transformation) ;
 - ii) 1 coordonnateur(trice) (P-3) (création) ;
 - iii) 1 coordonnateur(trice) (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) (création) ;
- c) Section des politiques, de la recherche et de l'appui (principalement à New York) :
 - i) 1 Chef de section (P-5) (transformation) ;
 - ii) 1 administrateur(trice) de programme chargé(e) des partenariats (P-4) (création) (Genève) ;
 - iii) 1 administrateur(trice) de programme chargé(e) de la recherche sur les politiques (P-4) (création) ;
 - iv) 1 administrateur(trice) de programme chargé(e) de l'appui aux politiques (P-3) (création) ;
 - v) 1 administrateur(trice) de programme chargé(e) de la recherche sur les politiques (P-3) (création) ;
 - vi) 1 administrateur(trice) de programme (adjoint(e) de 1^{re} classe) chargé(e) des partenariats (P-2) (transformation) ;
 - vii) 1 coordonnateur(trice) (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) (création).

58. S'étant renseigné sur l'implantation géographique des postes qui étaient demandés, le Comité consultatif a été informé que le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, qui est basé à New York, disposait également d'un groupe de la coordination opérant à Genève. Selon les informations reçues, une présence renforcée à Genève est essentielle pour que le Bureau des technologies numériques et émergentes puisse dialoguer avec les nombreuses entités des Nations Unies œuvrant dans le domaine de la gouvernance technologique, telles que l'OIT, l'UIT, le HCDH, la CNUCED, l'UNESCO, l'OMS, le Bureau des affaires de désarmement et l'OMPI, ainsi qu'avec l'OMC, entre autres, afin d'assurer la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies. Il a également été informé que, lors des consultations avec les États Membres, les délégations avaient

largement estimé qu'il fallait que le nouveau bureau soit implanté à New York et à Genève et certaines délégations avaient également souligné qu'il importait pour les pays en développement que le bureau soit présent d'une manière ou d'une autre dans le monde du Sud.

59. Le Comité consultatif note l'augmentation notable des ressources demandées pour la Section des politiques, de la recherche et de l'appui et estime que des justifications et des explications complémentaires s'imposent en ce qui concerne les activités connexes, y compris l'appui aux États Membres. Par ailleurs, étant donné qu'il convient de définir et de délimiter clairement et complètement les fonctions de coordination du Bureau des technologies numériques et émergentes, comme indiqué au paragraphe 48, et qu'il faut que le Bureau ait une présence dans les commissions économiques régionales, le Comité recommande que le Bureau soit mis en place de manière progressive et que, à l'issue de la phase initiale, il soit procédé à une nouvelle évaluation de ses besoins en ressources et de sa structure, y compris pour ce qui est de sa présence régionale, dont les résultats seront présentés à l'Assemblée générale dans le prochain projet de budget-programme.

60. Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif estime que les postes dont la transformation est proposée suffiront dans un premier temps au fonctionnement du nouveau bureau. Le Comité recommande donc que les 10 postes suivants ne soient pas créés à ce stade : un poste de Directeur(trice) (D-2), un poste d'administrateur(trice) de programme chargé(e) des partenariats (P-4), un poste d'administrateur(trice) de programme chargé(e) de la recherche sur les politiques (P-4), un poste de fonctionnaire d'administration (P-3), un poste de coordonnateur(trice) (P-3), un poste d'administrateur(trice) de programme chargé(e) de l'appui aux politiques (P-3), un poste d'administrateur(trice) de programme chargé(e) de la recherche sur les politiques (P-3), un poste de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1^{re} classe (P-2), un poste de coordonnateur(trice) adjoint(e) de 1^{re} classe (P-2) et un poste d'assistant(e) administratif(ve) [G(1°C)].

61. Sous réserve de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 60, le Comité consultatif recommande que les postes demandés au titre du chapitre 1 soient approuvés. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devraient être ajustés en conséquence.

62. Conformément au paragraphe 72 du Pacte numérique mondial, des ressources autres que celles affectées à des postes chiffrées à 388 800 dollars sont demandées pour 2025 (297 200 dollars pour 2026) comme suit (ibid., par. 51) :

a) Autres dépenses de personnel : 35 000 dollars aux fins du remplacement du personnel en congé parental ou en congé de maladie et du recrutement de personnel temporaire pendant les périodes de pointe ;

b) Dépenses de représentation : un montant de 5 000 dollars permettrait d'organiser des réceptions officielles telles que des manifestations spéciales et d'autres activités de sensibilisation visant à établir et à maintenir des relations et des partenariats avec les États Membres, le secteur technologique, la société civile et d'autres parties prenantes ;

c) Consultants : un montant de 110 600 dollars est demandé pour financer le recours à des consultants qui seraient chargés de mener des recherches et des projets spécialisés liés au renforcement de la coordination des activités du système des Nations Unies et des partenariats multipartites dans le domaine des technologies numériques et émergentes. **Le Comité consultatif encourage le nouveau bureau à utiliser autant que possible les ressources disponibles en interne, en particulier**

en ce qui concerne ses fonctions essentielles, et recommande donc une réduction de 10 % (11 100 dollars) des ressources demandées au titre des consultants ;

d) Voyages du personnel : un montant de 139 000 dollars est demandé pour couvrir les voyages des fonctionnaires appelés à collaborer avec des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies et à participer à des forums et à des mécanismes, tels que l'examen à 20 ans du Sommet mondial sur la société de l'information et le Forum sur la gouvernance d'Internet. **Le Comité consultatif encourage le nouveau bureau à intensifier l'utilisation des moyens de communication virtuelle afin de réduire au minimum les voyages et recommande une réduction de 10 % (13 900 dollars) des ressources demandées au titre des voyages du personnel ;**

e) Services contractuels : un montant de 63 600 dollars est demandé pour financer les services de traitement des données et les coûts de développement du site Web ;

f) Frais généraux de fonctionnement : un montant de 6 400 dollars permettrait de couvrir les dépenses de communication (téléphonie, Internet et services de photocopie) ;

g) Fournitures et accessoires : un montant de 4 400 dollars est demandé ;

h) Mobilier et matériel : un montant de 24 800 dollars est demandé pour financer l'acquisition d'ordinateurs pour les titulaires des postes dont la création est proposée.

63. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 60 et 62, le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au chapitre 1 au titre des objets de dépense autres que les postes soient approuvées.

B. CNUCED (chapitre 12)

64. Conformément au paragraphe 48 du Pacte numérique mondial, des ressources autres que celles affectées à des postes chiffrées à 396 700 dollars sont demandées pour 2025 (396 700 dollars pour 2026) au titre du chapitre 12 (Commerce et développement) comme suit (ibid., par. 54) :

a) Autres dépenses de personnel : un montant de 219 800 dollars est demandé aux fins de la création d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 réservé à un(e) économiste qui serait basé(e) à Genève pendant deux ans (2025 et 2026) ; le (la) titulaire fournirait un appui technique spécialisé au groupe de travail sur la gouvernance des données en menant des recherches sur les lacunes existant en matière de gouvernance des données au niveau mondial et participerait à l'établissement du rapport du groupe de travail qui doit être présenté à l'Assemblée générale au plus tard à sa quatre-vingt-unième session. **Étant donné que le rapport du groupe de travail sur la gouvernance des données sera publié en 2027, le Comité consultatif recommande que l'emploi d'économiste (P-4) qui est demandé soit créé pour un an seulement, en 2026 ;**

b) Experts : un montant de 156 900 dollars est demandé pour couvrir les frais de voyage de 48 membres du groupe de travail originaires de 24 pays en développement pour une session par an. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le montant demandé permettrait de financer les frais de voyage de deux représentants de chacun des 24 membres du groupe de travail originaires de pays en développement qui assisteraient à la session du groupe de travail, soit 48 voyages au total ;

c) Frais généraux de fonctionnement : un montant de 20 000 dollars est demandé pour couvrir divers coûts liés aux réunions du groupe de travail, notamment les services d'interprétation et la location d'installations de conférence.

65. Sous réserve de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 64 a), le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au chapitre 12 au titre des objets de dépense autres que les postes soient approuvées.

C. Département de l'appui opérationnel (chapitre 29B)

66. Conformément au paragraphe 72 du Pacte numérique mondial, un montant de 169 900 dollars est demandé pour 2025 (91 300 dollars pour 2026) au titre du chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel) (ibid., par. 55) comme suit :

a) Postes : un montant de 54 800 dollars est demandé aux fins de la création d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) [G(AC)] au Service administratif du Département de l'appui opérationnel, dont le (la) titulaire fournirait un appui administratif essentiel au Bureau des technologies numériques et émergentes. **Sachant qu'il a recommandé que 10 postes qui étaient demandés pour le Bureau ne soient pas créés (voir par. 60), le Comité consultatif estime que les activités de gestion des ressources humaines qui découleraient de la création du Bureau peuvent être exécutées au moyen des ressources existantes. Il recommande donc que le poste d'assistant(e) administratif(ve) [G(AC)] qui est demandé au titre du chapitre 29B ne soit pas créé. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devraient être ajustés en conséquence ;**

b) Frais généraux de fonctionnement : un montant de 115 100 dollars est demandé aux fins de l'aménagement des bureaux devant accueillir les titulaires de sept nouveaux postes (6 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et un(e) agent(e) des services généraux) dont la création est demandée à New York au titre du chapitre 1 (Politiques, direction et coordination d'ensemble). **Sachant qu'il recommande que les nouveaux postes ne soient pas créés (voir par. 60), le Comité consultatif recommande que le montant des ressources demandées au titre des frais généraux de fonctionnement soit réduit de 115 100 dollars.**

D. Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (chapitre 2)

67. Comme suite au paragraphe 63 du Pacte numérique mondial, un montant de 24 500 dollars est demandé pour 2025 au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) afin de couvrir les autres dépenses de personnel liées à la publication d'un document de 8 500 mots dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies (voir [A/79/583](#), par. 34 et 52). **Le Comité consultatif estime que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences devrait être en mesure de traiter la demande au moyen des ressources existantes et recommande donc une réduction de 24 500 dollars du montant des ressources demandées au chapitre 2 au titre des autres dépenses de personnel.**

E. Administration (Genève) (chapitre 29E)

68. Comme suite au paragraphe 72 du Pacte numérique mondial, il est proposé d'inscrire au chapitre 29E un montant de 7 600 dollars pour 2025 (7 600 dollars en 2026) au titre des objets de dépense autres que les postes dont l'Office des Nations Unies à Genève se servirait pour financer le coût des services collectifs de distribution et

d'entretien afférents aux quatre postes du Bureau des technologies numériques et émergentes basés à Genève. **Sachant qu'il recommande que les trois nouveaux postes demandés pour Genève ne soient pas créés (voir par. 60), le Comité consultatif estime que les frais de fonctionnement afférents à un seul poste à Genève pourraient être financés au moyen des ressources existantes et recommande donc une réduction de 7 600 dollars des ressources demandées au chapitre 29E au titre des objets de dépense autres que les postes.**

IV. Questions diverses

Calendrier de mise en œuvre

69. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que la mise en œuvre de la résolution 79/1 est en cours et se poursuivra au-delà de 2025 et 2026. Certaines activités sont assorties d'échéances définies dans le Pacte pour l'avenir, tandis que d'autres figureront dans le plan de mise en œuvre. Les échéances définies dans le Pacte et dans ses annexes sont les suivantes :

a) Examen global des mécanismes : examen de haut niveau du Pacte numérique mondial en 2027, réunion plénière de haut niveau en 2028 concernant la Déclaration sur les générations futures et réunion des chefs d'État ou de gouvernement au début de la quatre-vingt-troisième session de l'Assemblée générale en 2028 aux fins d'un examen d'ensemble du Pacte pour l'avenir (voir également A/79/583, par. 61 à 64) ;

b) Poursuite des travaux dans le cadre des mécanismes intergouvernementaux : par exemple, la trentième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en 2025, la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en 2025, le Deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra en 2025, l'examen après 30 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui aura lieu en 2025, la quatrième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui se tiendra en 2027, et l'examen à 20 ans du Sommet mondial sur la société de l'information, qui aura lieu en 2025 ;

c) En outre, le Secrétaire général a créé un comité directeur interne, composé de 34 entités, dont plusieurs entités du système des Nations Unies, qui supervise la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir. Sous l'égide du comité directeur, six groupes de travail seront chargés de diriger des activités dans leur domaine de responsabilité, à savoir : les contributions du Pacte à la réalisation des objectifs de développement durable, la paix et la sécurité, la réforme de l'architecture financière internationale, les technologies numériques, la réforme de la gouvernance des Nations Unies et les jeunes.

Mécanismes relatifs aux droits humains

70. Au paragraphe 74 a) du Pacte pour l'avenir, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'évaluer les besoins des mécanismes de protection des droits de l'homme du système des Nations Unies, y compris du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en financements suffisants, prévisibles, plus importants et durables. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que la préparation et la présentation de cette évaluation étaient une condition préalable à toute demande de ressources supplémentaires pour le Haut-Commissariat. Au paragraphe 4 de l'exposé oral présenté par le Secrétaire général, le Secrétariat a informé l'Assemblée générale que le Haut-Commissariat aurait peut-être besoin de ressources supplémentaires en 2026 et les années suivantes.